



# **L'Europe des projets : bâtir un nouveau modèle de développement au service des citoyens européens**

**Laurent Grandguillaume, rapporteur thématique**

**Juliette Méadel, rapporteure thématique**

**Laurence Rossignol, Bernard Soulage, Eduardo Rihan-Cypel, Pierre-Yves Le Borgn'**

**Gilles Savary et Éric Andrieu**



### Introduction : la transition écologique, horizon commun des projets européens

Le modèle européen est aujourd'hui confronté à de multiples défis. **L'Europe connaît une crise économique et sociale d'une ampleur inédite**, qui met en lumière les profonds déséquilibres entre les Etats membres de l'Union européenne. Simultanément, l'Europe prend conscience de l'insoutenabilité environnementale de son modèle de développement.

**Cette crise multiforme exacerbe les tensions entre pays membres**, tiraillés entre des stratégies et des modes de développement opposés voire concurrents. Exemplarité environnementale et impératif de compétitivité s'entrechoquent, sans qu'on voit émerger une vision commune des 27 sur la manière de dépasser ces tensions.

Dans ce contexte, **les socialistes européens doivent porter un modèle de développement nouveau, porteur de croissance économique pérenne, de progrès social et respectueux de l'environnement**. Ils doivent trouver une voie qui dépasse les oppositions de modèles nationaux pour faire émerger un véritable « intérêt général européen ». **L'Europe doit revendiquer sa place à l'avant-garde de la transition écologique**. Il en va du positionnement de l'Europe dans le monde, mais aussi et surtout vis-à-vis des citoyens européens, à qui l'UE doit proposer une vision d'avenir commune.

La concrétisation des ambitions des 27 en matière de transition écologique permettra d'écrire une nouvelle page de l'histoire communautaire. **Ce projet constituera le moteur démocratique, le nouveau projet fédérateur d'une Europe en panne d'adhésion populaire**. La relance du projet européen passe en effet par la relance de projets européens, concrets et mobilisateurs, qui permettront de raviver l'intérêt citoyen pour l'Europe. La transition écologique est l'horizon commun qui permettra de donner une unité et une cohérence à l'ensemble de ces projets, dans les domaines de l'environnement, de l'agriculture et de la pêche, de l'industrie, de l'énergie, des transports et du numérique. Cette ambition est suffisamment mobilisatrice pour permettre un ralliement politique d'ampleur et contribuer à la consolidation d'une identité européenne. Elle est indispensable pour redonner des couleurs à nos économies dans un monde où l'essentiel du potentiel de croissance se trouve en dehors des pays de la zone OCDE

### I. Penser un nouveau modèle de développement au niveau européen

#### 1. Placer l'Europe à l'avant-garde de la transition écologique et énergétique

**Les défis écologiques considérables** auxquels le monde est confronté sont aujourd'hui connus de tous : changement climatique, perte de biodiversité, épuisement des ressources non renouvelables, pollutions multiples, qui altèrent profondément les capacités régulatrices de la nature et les services que le système naturel rend aux sociétés humaines. L'urgence écologique est d'autant plus grande que ces évolutions sont ou peuvent devenir irréversibles et menacent, à terme, les conditions de vie de l'espèce humaine. L'Europe a intérêt à agir vite car il est certain que le coût de l'attentisme est très supérieur au coût de la mise en œuvre d'une politique climatique ambitieuse.

#### L'Union européenne doit être à l'avant-garde des réponses apportées à l'urgence écologique.

En tant que première puissance économique mondiale, elle doit faire preuve d'exemplarité sur son territoire et jouer un rôle moteur dans les négociations internationales sur le climat et la biodiversité.

L'Europe atteindra vraisemblablement les objectifs fixés dans le cadre du Protocole de Kyoto en matière de lutte contre le changement climatique. N'oublions pas que ce résultat, apparemment satisfaisant est en partie dû au grave ralentissement de nos économies. En revanche, les résultats sont encore insuffisants en matière de biodiversité.

#### L'urgence écologique est intimement liée à l'urgence énergétique :

les émissions de gaz à effet de serre dues à l'utilisation croissante des énergies fossiles dans le monde constituent la cause principale du changement climatique. A cela s'ajoute, dans l'Union européenne, le problème de la dépendance croissante du continent aux importations d'énergie. La transition énergétique implique une évolution du mix énergétique ainsi qu'une réforme profonde des modes de vie, de l'aménagement du territoire, du modèle productif dans le sens d'une plus grande sobriété énergétique et d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cependant, les scénarii énergétiques restent aujourd'hui construits au niveau national et la communauté européenne de l'énergie reste, au mieux, au stade du projet.

## 2. Réhabiliter l'idée de politique industrielle en Europe

**L'industrie, locomotive de la recherche et du développement, de l'innovation, de la productivité et des exportations, sera le moteur de la croissance de demain.**

Elle sera de fait au cœur de la transition écologique des modes de production : il s'agit, d'une part, de développer les filières industrielles d'avenir et les technologies nouvelles et, d'autre part, d'organiser la transition écologique de l'ensemble du secteur industriel.

**Le diagnostic actuel est pourtant alarmant.**

L'industrie européenne dans son ensemble a souffert d'un ralentissement de la productivité, conséquence de l'insuffisance des investissements dans la recherche, l'innovation et la formation et d'un manque flagrant de stratégie. Dans ce contexte, les industries nationales se livrent aujourd'hui à une concurrence intra-européenne destructrice, où la réussite des uns se fait au détriment des autres.

La politique mise en œuvre par l'Union européenne a jusqu'à maintenant été axée sur l'environnement réglementaire des entreprises et sur une politique de concurrence exacerbée. Au vu des difficultés de l'industrie européenne, **on observe depuis le début des années 2000 une réhabilitation progressive de l'idée de politique industrielle dans les esprits de certains dirigeants européens.** Cependant, il manque à cette stratégie à la fois un plan concret et décliné pays par pays, et des moyens financiers en regard de ces objectifs.

## 3. Rejeter le modèle productiviste dominant en Europe en matière d'agriculture et de pêche

Pendant trop longtemps, les politiques publiques européennes qui ont encadré le secteur agricole ont jeté un voile pudique sur **les conséquences néfastes du productivisme.** Les pratiques de culture intensives et productivistes qui devaient écarter le spectre de la pénurie alimentaire ont pourtant bien mal joué leur rôle et n'arrivent pas à nourrir correctement les populations qui peinent à faire confiance à un modèle qui ne se réforme que scandale après scandale. De plus, il est aujourd'hui indéniable que l'agriculture intensive participe au changement climatique et à la perte de biodiversité, alors que le secteur agricole peut jouer, de par ses interactions avec l'environnement, un rôle très positif sur la durabilité.

La Politique Agricole Commune (PAC) constitue un volet historique et conséquent des politiques européennes. La tentation est grande de perpétuer des dispositifs connus.

Il est cependant nécessaire d'inventer une nouvelle politique agricole européenne durable et solidaire.

## II. Mettre en œuvre l'Europe des projets

### 1. Inventer une Politique Agricole Commune durable et solidaire

À enveloppe budgétaire constante, la PAC doit faire l'objet d'une réorientation complète et d'une amélioration de son efficacité, à l'aune des objectifs de la transition écologique et de l'emploi. Il est en effet aberrant de distribuer des aides à des opérateurs qui n'en ont absolument pas besoin – dans l'esprit du grand public, la PAC est encore un instrument qui abonde les comptes en banques des grands céréaliers – alors que d'autres luttent au jour le jour pour maintenir en activité leurs exploitations, déstabilisées notamment par les spéculations internationales sur les cours agricoles.

Pour remédier à cette injustice caricaturale, nous devons **réorganiser le système des aides directes vers plus d'équité et de durabilité.**

Ces aides doivent être réorientées vers les producteurs les moins dotés, notamment dans l'élevage, et engagés dans des changements de modèles de production alliant performance économique sociale et environnementale. Il faut progressivement accompagner ces mutations vers de nouvelles formes d'agriculture, favorables à l'emploi, qui ont pour nom l'agro-écologie, pour parvenir à un système où coexiste la diversité des pratiques agricoles. Le volet développement rural de la nouvelle PAC doit permettre des investissements dans ces formes d'agriculture plus qualitatives, fondées sur la valorisation maximale de la potentialité des écosystèmes.

**L'Union européenne doit investir dans l'agriculture de la connaissance et de l'innovation,** qui, par un effort constant dans la recherche impliquant scientifiques et agriculteurs, la formation, le conseil, va nous permettre de découvrir les instruments de la durabilité dans ses dimensions économiques, écologiques et sociales. L'Europe devra également opérer une révolution culturelle sur le rapport à l'alimentation. Un effort particulier devra être fait sur la lutte contre le gaspillage, tandis que nous devons apprendre à consommer d'autres produits, moins carnés, dans une optique de santé publique.

À l'avenir, la politique agricole commune devra aussi disposer d'**outils permettant de lutter contre l'extrême volatilité des prix** préjudiciable à la sécurité alimentaire et à la stabilité des revenus des agriculteurs.

Cela passe par un besoin de régulation des marchés. Les agriculteurs accepteront d'autant mieux d'entreprendre des efforts en faveur de l'environnement et qu'une plus grande partie des aides soient consacrée à la rémunération de biens publics environnementaux, que les prix de vente de leur produits leur permettent de dégager des revenus pour vivre. C'est donc vers une politique de changement de système de production et de régulation des prix et des volumes que l'Union européenne devra se tourner.

## 2. Structurer et financer les filières industrielles d'avenir au niveau européen au travers de coopérations renforcées

Il est indispensable de structurer et de financer au niveau européen les filières industrielles d'avenir, que sont la transition écologique – et tous les domaines qui s'y rattachent : énergie, mobilité, écologie industrielle, agriculture durable... –, le numérique ou les technologies génériques. C'est une condition du renforcement de la compétitivité européenne dans des marchés devenus concurrentiels à l'échelle mondiale et où l'Europe perd peu à peu un leadership pourtant assez bien établi.

En termes d'investissements directs, **l'Union européenne a vocation à porter en priorité le développement des infrastructures transnationales dans les domaines de la mobilité durable, de l'énergie et du numérique.** À terme, la gestion de ces réseaux européens pourrait revenir à une autorité européenne (où les autorités nationales coopèreraient dans un premier temps, avant d'être intégrées), sur le modèle du secteur des télécoms. Les 27 Etats membres bénéficieraient ainsi de véritables réseaux européens, plutôt qu'une multitude de réseaux nationaux coexistants (et parfois concurrents).

Pour l'ensemble du secteur industriel, **l'Europe doit faciliter le financement de l'innovation**, qui seule permettra la montée en gamme de l'ensemble de l'économie européenne, en particulier du tissu industriel européen, avant d'en renforcer la compétitivité. Les socialistes doivent également porter **le lancement d'un plan d'investissement européen dans les filières européennes d'avenir.** Le financement de ces secteurs passe également par le rapprochement entre acheteurs publics européens et par la réforme du système financier et bancaire de manière à favoriser les financements privés de long terme.

L'ambition industrielle européenne doit aller au-delà en **favorisant l'émergence d'innovations transnationales et de pôles de compétitivité européens, de filières européennes intégrées et de champions**

**continentaux leaders au niveau international.** Pour cela, les 27 doivent mettre en place une politique de long terme, coordonnée, en partenariat avec les entreprises des différentes filières d'avenir, pour favoriser des coopérations industrielles, voire des regroupements européens capables de se positionner en tant que leader mondial de leur secteur (sur le modèle des réussites d'Airbus ou d'Air France KLM). On peut penser notamment à un « Airbus du ferroviaire » et à un rapprochement dans l'industrie nucléaire. **Il s'agit par là de mettre un terme à la concurrence destructrice que se livrent les acteurs économiques européens et valoriser les fortes complémentarités qui existent souvent entre nos tissus industriels.**

**Un tel programme commun demeure aujourd'hui difficilement envisageable à 27.** Des étapes intermédiaires peuvent finir d'emporter les convictions de chacun de nos partenaires européens. Les **coopérations renforcées** (qui doivent regrouper un minimum de neuf Etats) et la création de **structures intergouvernementales** – permises par le traité de Lisbonne – offrent ainsi la possibilité de partenariats approfondis entre pays membres volontaires. Le couple franco-allemand a ainsi permis récemment d'ouvrir un coin en matière énergétique. France et Allemagne ont ainsi décidé, à l'occasion du cinquantième anniversaire du Traité de l'Élysée, d'affermir leur coopération en matière de politique énergétique, avec la création d'un Office franco-allemand pour les énergies renouvelables.

## 3. Mobiliser des financements européens fortement accrus au service de l'innovation et de la transition écologique

**La mise en œuvre de l'ensemble des projets européens en matière de transition écologique, de transition énergétique, de redressement industriel et agricole requiert des investissements massifs.** Elle nécessitera la mobilisation de financements importants, sans commune mesure avec les budgets européens consacrés à la croissance, aux investissements et à l'innovation prévus à ce jour. En comparaison des montants consacrés par les États membres à ces secteurs stratégiques, le budget annuel dont l'UE dispose paraît aujourd'hui dérisoire. De nouveaux mécanismes de financement, des outils innovants et ambitieux, devront donc être mobilisés au service des projets européens.

Les socialistes doivent tout d'abord continuer d'exiger que **les investissements d'avenir (clairement identifiés sous le contrôle d'EUROSTAT) sortent de la mesure des déficits publics nationaux**, car les investissements des Etats sont essentiels à l'évolution du modèle de développement européen.

Au niveau communautaire, la **Banque européenne d'investissement** doit faire du chantier de la transition écologique l'une de ses priorités et contribuer de manière accrue au financement des investissements européens en matière d'infrastructures et d'innovation. Les fonds dégagés par la **mise aux enchères des quotas de CO<sub>2</sub>** représentent également une manne importante, avec 600 millions d'euros prévus dès 2013. Ces sommes doivent être mobilisées pour financer la transition du modèle productif européen.

Les socialistes européens doivent soutenir fermement l'émission de **project bonds**, seul dispositif à même de permettre le financement des grands projets d'infrastructures énergétiques, numériques et de transports.

A terme, les 27 devront également concrétiser la mise en place d'une **fiscalité écologique européenne**, dont le produit bénéficierait exclusivement aux secteurs de la transition écologique. Il s'agit notamment d'adopter une contribution climat énergie aux frontières de l'UE. Ce dispositif est de loin le plus efficace et le moins pénalisant en matière de fiscalité écologique et devrait constituer une part croissante et importante des ressources propres dont l'UE doit absolument se doter pour sortir des marchandages entre Etats et se doter de réelles capacités budgétaires.

#### 4. Réviser la politique de la concurrence intra-européenne et la politique commerciale pour renforcer les atouts productifs européens

**Depuis la mise en place du marché commun, l'Union européenne s'est construite sur des principes de politique économique libéraux, en matière de concurrence, de politique commerciale, ou encore de politique monétaire.** Le développement de projets ambitieux, pilotés par la puissance publique, demande de remettre en cause nombre de ces principes fondamentaux.

Il s'agit d'abord de **réviser la politique de la concurrence**, en particulier en matière d'aides d'Etat. La révision de la législation sur les aides d'Etat revêt une importance particulière pour permettre la mobilisation de fonds publics en matière de servitudes environnementales et la rétribution de services rendus pour la protection des milieux et de la biodiversité. Elle est également essentielle dans le secteur industriel, pour rendre possible des politiques de soutien public fort aux filières industrielles d'avenir et aux entreprises qui ont vocation à devenir des champions européens et mondiaux dans leur domaine.

Il s'agit aussi de **revoir en totalité la manière dont l'Europe interagit avec les**

**autres puissances économiques mondiales**, en intégrant les normes sociales et environnementales les plus exigeantes à nos échanges commerciaux et en appliquant réellement le principe de réciprocité. Il est aussi nécessaire de réhabiliter l'idée d'une politique monétaire au service de la croissance, luttant contre la volatilité excessive de l'euro.

Enfin, pour limiter la concurrence intra-européenne, il est indispensable de **progresser en matière d'harmonisation sociale et fiscale** en sortant de la règle de l'unanimité d'abord au sein de la zone euro puis dans l'ensemble des pays participant au marché unique.